

# Emplois supprimés à Lembacel

**PAPIER** L'usine de sacs, récemment rachetée par la multinationale Mondi, échappe à la fermeture, mais va perdre une vingtaine d'emplois sur 95

L'usine Lembacel de Saint-Jean-d'Illac va survivre au plan de restructuration annoncé cette semaine en Comité central d'entreprise, et qui va se traduire par la fermeture de deux des quatre sites français de la société. Mais sa modernisation, qui se traduira par une dizaine de millions d'investissements, va malheureusement s'accompagner de la suppression d'une vingtaine d'emplois.

Lembacel est spécialisée dans la fabrication de sacs en papier kraft, destinés notamment à des usages industriels (ciments, farines, etc.), ou domestiques (nourritures pour animaux). L'entreprise appartenait jusqu'à ce printemps au groupe irlandais-néerlandais Smurfit-Kappa, qui contrôle entre autres la grande papeterie de Factice-Biganos.

En avril, la société a été cédée au géant papetier Mondi, dont les racines se trouvent en Afrique du Sud, mais qui est aussi très fortement implanté en Europe de l'Est et de l'Ouest, avec un effectif total de 31 000 salariés.

Mondi, qui revendique par ailleurs le premier rang européen dans la production de papier kraft (matière première des sacs et du carton ondulé), n'a pas tardé à lancer une opération chirurgicale sur sa nouvelle filiale. Ainsi a-t-il annoncé cette semaine aux élus du personnel la prochaine fermeture des usines de Montélimar et d'Aouste-sur-Sye (Drôme).

Les sites de Saint-Jean-d'Illac et de Bétheniville, près de Reims, sont maintenus, mais globalement 191 des 364 emplois de l'entreprise dans l'Hexagone devraient être sacrifiés.

La direction française de Mondi n'a pas souhaité répondre à nos questions. D'après nos informations, elle estimerait possible que les 20 suppressions d'emplois de Saint-Jean-d'Illac puissent se faire sans licenciements secs, par recours aux mesures d'âge et aux départs négociés.

Marc Boulière, représentant Force Ouvrière au Comité central d'entreprise, n'est pas sûr qu'il puisse en être ainsi.

Les suppressions d'emplois annoncées en France devraient aller de pair, sur les sites préservés, avec une modernisation de l'outil industriel, qui n'avait, semble-t-il, pas suffisamment évolué ces dernières années. On saura dans quelque temps si cette politique permet d'assurer la pérennité de l'usine girondine.

**Bernard Broustet**